

Rapport de stage: Secrétariat de la Commission des affaires  
étrangères (AFET) du Parlement européen à Bruxelles



Université Paris Nanterre  
UFR Langues et cultures étrangères  
Master 2 Etudes russes et post-soviétiques

Sous la direction de Ioulia Shukan  
Maître de stage: Ieva Valutyte

Juillet 2023

Solène Mboussa

Notes: Les activités du Parlement européen décrites dans le rapport ci-dessous sont en partie issues d'informations publiques mais aussi d'expériences personnelles, soumises à une clause de confidentialité.

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| Introduction.....  | 4  |
| I) Un Parlement en quête d'influence.....  | 5  |
| A) Un élargissement des compétences au gré des traités.....  | 5  |
| B) La “diplomatie parlementaire” comme vecteur d'influence.....  | 12 |
| II) La réémergence de la politique d'élargissement de l'Union européenne, conséquence de la guerre en Ukraine..... | 19 |
| A) Le Partenariat oriental, un instrument de stabilisation du voisinage européen.....                              | 19 |
| B) La “perspective européenne” géorgienne.....   | 21 |
| Conclusion.....  | 27 |

## Introduction

Du 1er mars au 31 juillet 2023, j'ai effectué un stage au sein du secrétariat de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen à Bruxelles. Depuis ma précédente expérience réussie au sein de la chancellerie de l'Ambassade de France à Moscou, je souhaitais découvrir davantage le domaine de la diplomatie, en particulier au travers d'une institution internationale. En effet, je voulais savoir si j'étais capable de sortir de ma zone de confort en évoluant dans un environnement multilingue: en Russie, ma langue de travail était principalement le français et j'étais entourée de concitoyens partageant les mêmes codes culturels que les miens; en revanche, dans une institution internationale, je savais que j'allais devoir communiquer et rédiger en anglais, et côtoyer des personnes originaires de différents pays. De plus, je souhaitais que ce stage de fin d'études me permette de clarifier mes projets professionnels: devrais-je préparer le concours d'entrée du Quai d'Orsay ou me tourner vers les organisations internationales? Ou au contraire, tenter plusieurs voies? Je voulais ainsi découvrir ce qui correspondait le plus à mes aspirations.

Au sein de l'Ambassade de France, j'ai eu l'opportunité d'appréhender le domaine de la diplomatie, un univers qui attisait ma curiosité. En effet, j'ai toujours désiré que mon futur métier me permette de pratiquer des langues étrangères et de vivre dans différents pays; au cours de mes études, j'ai développé un grand intérêt pour les relations internationales, puis pour les enjeux géopolitiques de l'espace post-soviétique. Au sein de la chancellerie, j'ai suivi le travail de diplomates qui possédaient, pour la plupart, une connaissance pointue de la Russie: je les ai aidés à produire des notes d'information pour le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et je les ai vus oeuvrer au profit des intérêts français, en particulier lors d'échanges avec leurs homologues étrangers. J'ai ainsi découvert un domaine stimulant et exigeant, qui permettait de suivre au plus près l'actualité internationale et d'approfondir perpétuellement ses connaissances sur une certaine aire géographique. C'est pourquoi, lors de ma recherche de stage, je me suis tournée vers les organisations internationales et l'Union européenne car je voulais savoir si les méthodes de travail de leur personnel étaient différentes des diplomates français. Cependant, j'avais bien conscience que la sélection était très compétitive: j'ai aussi postulé auprès d'instituts de recherche et d'entreprises de conseil en relations internationales.

Finalement, à ma grande surprise, seul le Parlement européen a répondu positivement à ma candidature. J'ai postulé au sein du secrétariat de la Commission des affaires étrangères afin de travailler sur les enjeux du Partenariat oriental et des Etats d'Asie centrale, car ce poste correspondait à mes ambitions. En effet, j'espérais que ce stage me permette d'en apprendre davantage sur les relations bilatérales entre l'espace post-soviétique et l'Union européenne: durant mes études, je n'ai abordé que partiellement le fonctionnement de cette dernière, alors que cette union fait partie de mon quotidien et est une actrice relativement influente sur la scène internationale. De plus, je souhaitais découvrir **les conséquences de la guerre en Ukraine sur la politique étrangère européenne : celle-ci a-t-elle accru l'intérêt des Vingt-Sept envers les Etats post-soviétiques, et renforcé son statut de puissance géopolitique sur la scène internationale?** En premier lieu, nous allons voir que le Parlement européen, bien qu'étant un organe législatif, a souhaité accroître son influence dans les

politiques extérieures de l'Union, domaine traditionnellement réservé à la branche exécutive. Dans un second temps, je démontrerai comment, à travers mes missions, j'ai pu appréhender le fonctionnement de la "diplomatie parlementaire", puis j'analyserai, au travers de l'exemple de la Géorgie, les conséquences de la guerre en Ukraine sur la politique d'élargissement de l'Union européenne.

## I) Un Parlement en quête d'influence

### A) Un élargissement des compétences au gré des traités

Dès sa création, le Parlement a plaidé pour la mise en œuvre d'une "intégration européenne" afin d'élargir ses compétences. En effet, le Traité de Rome n'avait accordé qu'un pouvoir de consultation à l'"Assemblée commune"<sup>1</sup>, qui pouvait démettre de ses droits la Haute-Autorité, l'organe exécutif de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Ce n'est qu'à partir de 1975, à travers l'établissement d'élections directes - ses membres étaient auparavant désignés par leur parlement national -, qu'un véritable personnel politique - les eurodéputés -, intégrés dans des formations politiques, a vu le jour. L'Acte unique européen et le Traité d'Amsterdam, signés respectivement en 1986 et en 1997, vont lui conférer des pouvoirs législatifs: son accord est désormais obligatoire pour toute nouvelle adhésion au sein de l'organisation, et il était en mesure d'oeuvrer aux côtés du Conseil de l'Union européenne (ou "Conseil") sur divers domaines communautaires, tels que les dépenses budgétaires, la protection du consommateur et de l'environnement. Afin de renforcer le contrôle démocratique, le Traité de Lisbonne a consacré, en 2009, l'influence du Parlement, en instaurant la procédure de législation ordinaire (ou codécision), le positionnant ainsi sur un même pied d'égalité avec le Conseil.

Impulsée par le Conseil européen, la Commission propose des projets de loi et des plans budgétaires aux deux institutions qui les examinent en trois lectures maximum<sup>2</sup>. Aujourd'hui, la majorité des futures législations sont adoptées à travers cette procédure. En premier lieu, le Parlement approuve ou amende la proposition au travers d'un vote à la majorité simple durant une session plénière, avant de transmettre son approbation au Conseil.

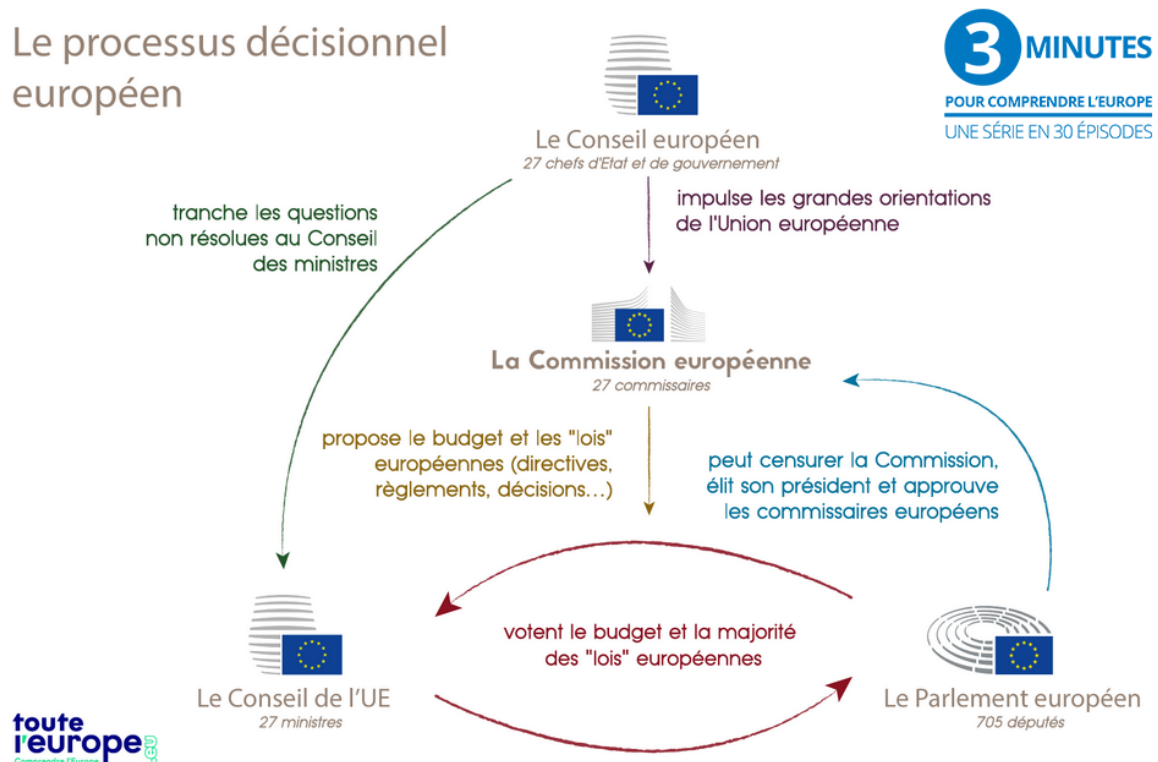
---

<sup>1</sup> Massart-Piérard, Françoise. « Le Parlement européen : l'irrésistible mouvement de conquête des pouvoirs », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, no. 4, 2009, pp. 545-557.  
<https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2009-4-page-545.htm>

<sup>2</sup> "Vue d'ensemble: procédure législative ordinaire", europarl.europa.eu  
<https://www.europarl.europa.eu/olp/fr/ordinary-legislative-procedure/overview>

Si ce dernier le refuse, celui-ci propose ses modifications à l'assemblée en deuxième lecture: chaque colégislateur dispose d'un délai maximum de quatre mois pour adopter sa position. La troisième étape s'enclenche si le Conseil n'a pas approuvé les amendements du Parlement adoptés en deuxième lecture: des négociations sont alors organisées dans le cadre d'un comité de conciliation. Une fois un accord trouvé, l'acte législatif est publié dans le *Journal officiel de l'Union européenne*, avant d'être adopté par les parlements nationaux.

## Le processus décisionnel européen



Le processus décisionnel européen. Source: [touteurope.eu](https://www.touteurope.eu)  
<https://www.touteurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/le-processus-de-decision-europeen-en-3-minutes/>

Dans cette procédure législative, les commissions jouent un rôle essentiel: en effet, ce sont leurs rapports que les députés adoptent lors des sessions plénières. Au début de chaque législature, les parlementaires se répartissent entre vingt commissions<sup>3</sup>, dont trois sous-commissions, selon leurs intérêts: celles-ci couvrent tous les domaines dont l'Union européenne est compétente, et leur composition varie d'une vingtaine de membres à plus de quatre-vingt. Les commissions font parties d'un secrétariat général et sont réparties dans différentes directions générales (ci-contre):

<sup>3</sup> "A quick look at Parliamentary committees", Parlement européen  
<https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/236967/About-committees-booklet-EN.pdf>

## SECRETARIAT

### DG PRES

> DG for the Presidency

### DG EXPO

> DG for External Policies of the Union

### DG COMM

> DG for Communication

### DG PERS

> DG for Personnel

### DG TRAD

> DG for Translation

### DG FINS

> DG for Finance

### DG IPOL

> DG for Internal Policies of the Union

### DG EPRS

> DG for Parliamentary Research Services

### DG PART

> DG for Parliamentary Democracy Partnerships

### DG INLO

> DG for Infrastructure and Logistics

### DG LINC

> DG for Logistics and Interpretation for Conferences

### DG ITEC

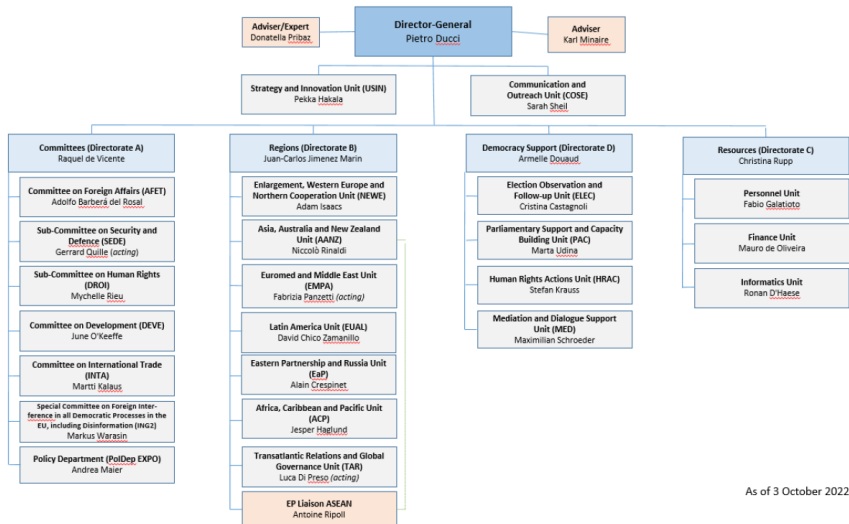
> DG for Innovation and Technological Support

### DG SAFE

> DG for Security and Safety


Source: le site officiel du Parlement européen.  
<https://the-secretary-general.europarl.europa.eu/en/organisation/directorates-general>

Dans le cadre de mon stage, je travaillais au sein de la Direction générale des politiques extérieures de l'Union européenne (DG EXPO). Celle-ci est divisée entre quatre conseils d'administration: les commissions, les régions, le soutien à la démocratie et les ressources. Les régions effectuent un travail de recherche sur tous les domaines concernant leur aire géographique, tandis que les commissions se focalisent sur un certain aspect - développement, droits humains... Ainsi, au sein de l'unité "Partenariat oriental" de la commission des affaires étrangères, je travaillais sur les relations bilatérales entre ces Etats et l'Union européenne.



SENTATION TITLE COMES HERE

## All committees and subcommittees

|   |   |  |
|---|---|--|
| <b>AFET</b><br>Foreign Affairs                      | <b>EMPL</b><br>Employment and Social Affairs  | <b>CULT</b><br>Culture and Education   |
| <b>DROI</b><br>Subcommittee on Human Rights         | <b>ENVI</b><br>Environment, Public Health and Food Safety   | <b>JURI</b><br>Legal Affairs   |
| <b>SEDE</b><br>Subcommittee on Security and Defence | <b>ITRE</b><br>Industry, Research and Energy  | <b>LIBE</b><br>Civil Liberties, Justice and Home Affairs   |
| <b>DEVE</b><br>Development                          | <b>IMCO</b><br>Internal Market and Consumer Protection  | <b>AFCO</b><br>Constitutional Affairs  |
| <b>INTA</b><br>International Trade                  | <b>TRAN</b><br>Transport and Tourism  | <b>FEMM</b><br>Women's Rights and Gender Equality  |
| <b>BUDG</b><br>Budgets                              | <b>REGI</b><br>Regional Development   | <b>PETI</b><br>Petitions   |
| <b>CONT</b><br>Budgetary Control                    | <b>AGRI</b><br>Agriculture and Rural Development  |  <p>FIND ALL COMMITTEES</p> |
| <b>ECON</b><br>Economic and Monetary Affairs        | <b>PECH</b><br>Fisheries  |  |
| <b>FISC</b><br>Subcommittee on Tax matters          | Parliament may also set up committees of inquiry and special committees to deal with specific issues. |  |

Les commissions du Parlement européen. Je fais partie du secrétariat de la Commission des affaires étrangères (AFET). Ses deux sous-commissions sont DROI (droits humains) et SEDE (sécurité et

défense). Source: “A quick look at Parliamentary committees”, Parlement européen <https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/236967/About-committees-booklet-EN.pdf>

Dans les commissions, les administrateurs assistent les députés et examinent les projets de loi: ils effectuent un travail de recherche, organisent des rencontres avec la société civile et les délégations officielles afin de proposer des projets de résolution et des amendements aux suggestions de la Commission. Le rapport, présenté par un rapporteur - un député désigné par sa commission -, est adopté lors de réunions, avant d’être présenté et voté en session plénière.

27 June 2023, 16.00 – 17.30

10. **Public hearing on the EU's preventive diplomacy - practise makes (not yet) perfect**  
AFET/9/12119
- See separate draft agenda

27 June 2023, 17.30 – 18.00

\*\*\* *Electronic vote* \*\*\*

11. **Uzbekistan**  
AFET/9/10914  
2022/2195(INI)
- Rapporteur:  
Ilhan Kyuchyuk (Renew) PR – PE740.917v01-00  
AM – PE740.918v01-00
- Responsible:  
AFET\*
- Opinions:  
INTA\* Roman Haider (ID) AD – PE740.636v02-00  
AM – PE746.949v01-00
- Adoption of draft report
  - Deadline for tabling amendments: **24 April 2023, 16.00**
12. **2022 Commission Report on Bosnia and Herzegovina**  
AFET/9/10921  
2022/2200(INI)
- Rapporteur:  
Paulo Rangel (PPE) PR – PE745.251v01-00  
AM – PE746.699v01-00
- Responsible:  
AFET
- Adoption of draft report
  - Deadline for tabling amendments: **30 March 2023, 18.00**
13. **Recommendation to the Council, the Commission and the Commission Vice President/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy on Relations with the Palestinian Authority**  
AFET/9/07482  
2021/2207(INI)
- Rapporteur:  
Evin Incir (S&D) PR – PE737.262v01-00  
AM – PE742.306v01-00
- Responsible:

OJPE750.039v02-00EN.rtf

3/4

PE750.039v02-00

EN

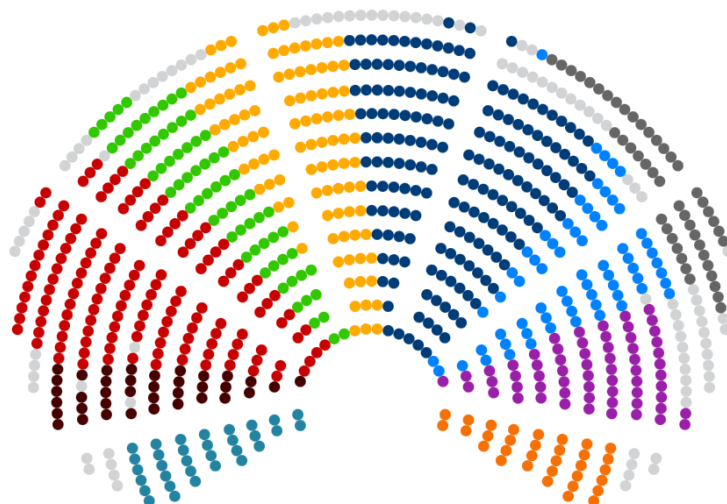
Le document ci-dessus, en libre accès sur le [site du Parlement européen](#), est une capture d’écran de l’ordre du jour d’une des réunions de la commission AFET, à laquelle j’ai

assisté le mardi 27 juin 2023. Un vote électronique s'est tenu sur l'Ouzbékistan, sujet sur lequel j'ai travaillé quelques mois plus tôt. L'objet du vote est indiqué, ainsi que le nom du rapport et l'échéance de son rendu. Ma tutrice, aussi chargée de l'Asie centrale, m'a proposé de classer les amendements au projet de loi en fonction de leur similarité: c'était un travail fastidieux car les modifications étaient nombreuses et couvraient de nombreux domaines (il y avait une centaine de pages); cependant, cela m'a permis de découvrir tous les enjeux que traversaient le pays, ainsi que les stratégies de l'Union européenne à son sujet. J'ai par la suite assisté au vote de la commission à ce sujet: le président d'AFET, David McAllister, était chargé de mener à bien le bon déroulement de la procédure: il annonçait le nom de l'amendement, puis les députés disposaient de quelques secondes pour voter à main levée et électroniquement - j'ai d'ailleurs été assez impressionnée par la rapidité de la procédure. Un petit boîtier est placé à leur disposition devant eux: la flèche verte indique leur accord, à gauche, la rouge, leur désaccord, et le bouton blanc, au centre, leur abstention. A la fin du vote, le président annonce si l'amendement a été adopté ou rejeté. En cas de doute, un élu peut demander la vérification des résultats en prononçant le mot "*check!*": le président les affiche alors sur un écran. Les députés ont aussi la possibilité d'empêcher le vote d'un amendement en se levant de leur siège.

Au mois de juin, les stagiaires de DG EXPO ont pu visiter pendant deux jours les institutions européennes à Strasbourg. J'ai ainsi pu assister à des sessions plénières au sein du Parlement car celles-ci sont ouvertes au public, sous réservation: nous étions assis en hauteur afin d'avoir une vue d'ensemble de l'hémicycle. Les députés sont répartis en fonction de leur formation politique (voir ci-contre): sept partis politiques sont actuellement recensés, mais les élus ont aussi la possibilité de ne pas s'affilier à un groupe et d'être ainsi désignés en tant que "non-inscrit". La présidente du Parlement, Roberta Metsola, était chargée du bon déroulement des votes et ceux-ci suivirent la même procédure que celle des réunions de commissions. J'ai de plus eu l'opportunité d'apercevoir deux chefs d'Etat: Nikos Christodoulides, président chypriote, et Vjosa Osmani, présidente du Kosovo. Je n'ai pu assister qu'au discours de cette dernière devant les députés: celle-ci plaidait pour l'accession de son pays à l'UE - le pays a déposé sa candidature le 15 décembre, qui n'a pas été validée par les Vingt-Sept -, en soulignant l'identité européenne des Kosovars, leur attachement envers la démocratie, l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine - un parallèle avec les guerres de l'ex-Yougoslavie a été établi à cette fin. La stratégie de son discours était manifestement orientée vers les affects - les rescapés du conflit aujourd'hui engagés dans des associations humanitaires ont été mentionnés -, afin de susciter la sympathie des députés.

|                                    |  |
|------------------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> PPE       | <input type="checkbox"/> La Gauche                     |
| <input type="checkbox"/> S&D       | <input type="checkbox"/> NI                            |
| <input type="checkbox"/> Renew     | <input type="checkbox"/> Conseil de l'Union Européenne |
| <input type="checkbox"/> Verts/ALE | <input type="checkbox"/> Commission Européenne         |
| <input type="checkbox"/> ECR       | <input type="checkbox"/> Tous les sièges               |
| <input type="checkbox"/> ID        |  |

**Strasbourg**  
12.06.2023



Source: [site officiel du Parlement européen.](https://www.europarl.europa.eu/erpl-public/hemicycle/index.htm?lang=fr&loc=str)



La Présidente du Parlement, Roberta Metsola, accueillant le Président de Chypre, Nikos Christodoulides, au sein de l'institution à Strasbourg le lundi 12 juin 2023. Source: archives personnelles.

## B) La “diplomatie parlementaire” comme vecteur d’influence

Au sein de la commission des affaires étrangères, j’ai ainsi pu découvrir les rouages de la “diplomatie parlementaire”. Ce terme désigne l’ensemble des moyens utilisés par les députés pour exercer une influence en dehors de l’Union européenne. Cependant, comme le souligne la chercheuse Myriam Goinard<sup>4</sup>, cette expression semble être au premier abord antinomique: en effet, le parlement est un organe législatif; or, la politique étrangère est traditionnellement allouée à l’exécutif. Toutefois, comme vu précédemment, les différents traités européens adoptés ont élargi ses compétences: l’assemblée est co-législatrice dans les domaines de l’action extérieure, aucun accord entre l’Union européenne et les pays tiers ne peut s’effectuer sans son approbation. De plus, elle partage des compétences budgétaires avec le Conseil au sujet des dépenses administratives et opérationnelles de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), et dispose d’un véritable contrôle à son sujet. En effet, l’article 36 du Traité de Maastricht stipule que: “Le haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité consulte régulièrement le Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune et de la politique de sécurité et de défense commune et l’informe de l’évolution de ces politiques. Il veille à ce que les vues du Parlement européen soient dûment prises en considération”<sup>5</sup>. Le Parlement est en mesure d’: “adresser des questions ou formuler des recommandations à l’intention du Conseil et du Haut représentant. Il procède deux fois par an à un débat sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune, y compris la politique de sécurité et de défense commune.” J’ai en effet pu participer à divers échanges de points de vue entre Josep Borrell Fontelles, l’actuel chef de la diplomatie européenne, et les députés au sujet de la PESC: l’un d’eux portait par exemple sur le bilan de la boussole stratégique un an après son adoption. Il était très impressionnant d’écouter les discours d’un acteur clef de la politique étrangère européenne: celui-ci s’exprimait clairement et longuement, et cela m’a permis d’appréhender plus clairement les futures orientations de l’Union à ce sujet. L’état de guerre est clairement assumé: les Vingt-Sept souhaitent renforcer leurs capacités de défense et adopter une position internationale unie envers la Russie.

---

<sup>4</sup> GOINARD Myriam, “The growing role of the European Parliament as an EU foreign policy actor” Dans *The European Union’s new foreign policy*, Palgrave Macmillan, 2020, p.107-125  
file:///C:/localdata/smboussa/Downloads/978-3-030-48317-3%20(3).pdf

<sup>5</sup> TITRE V - DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À L’ACTION EXTÉRIEURE DE L’UNION ET DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES CONCERNANT LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE  
CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES CONCERNANT LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE  
SECTION 1 - DISPOSITIONS COMMUNES  
Article 36 (ex-article 21 TUE)  
<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A12016M036>

22 March 2023, 15.00 – 16.00

*Jointly with the Subcommittee on Security and Defence (SEDE)*

**10. Exchange of views with Josep Borrell Fontelles, High Representative/Vice-President: One year after the adoption of the strategic compass**

Source: eMeeting for Committees

[https://emeeting.europarl.europa.eu/emeeting/committee/en/agenda/202306/AFET?meeting=AFET-2023-0626\\_1&session=06-26-17-00](https://emeeting.europarl.europa.eu/emeeting/committee/en/agenda/202306/AFET?meeting=AFET-2023-0626_1&session=06-26-17-00)

Pourtant, avant le Traité de Maastricht qui a dessiné les contours de la PESC<sup>6</sup>, l'idée d'une politique étrangère européenne n'allait pas de soi: celle-ci demeurerait entre les mains des gouvernements nationaux, tandis que les Etats membres se concentraient sur l'intégration économique - en particulier dans le cadre de la CECA. Par la suite, le Traité de Lisbonne a poursuivi le développement de cette ambition en créant le poste de Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Élu pour un mandat de cinq ans par le Conseil européen<sup>7</sup>, il a pour vocation de: "garantir l'harmonisation de la politique extérieure de l'UE"<sup>8</sup>. Le Traité a de plus créé le rôle de président permanent du Conseil européen, cette institution qui n'a pas de prérogatives législatives mais qui établit, entre autres, les objectifs de la PESC<sup>9</sup>. Charles Michel, l'actuel président, assure également la représentation extérieure de l'Union au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, aux côtés du Haut Représentant et de la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. En 2011, un véritable service diplomatique de l'Union a vu le jour, à travers la création du Service européen pour l'action extérieure (SEAE): des délégations sont déployées à l'étranger afin de promouvoir la PESC et maintenir l'influence des Vingt-Sept sur la scène internationale. Hormis les procédures législatives, la politique étrangère européenne s'est consolidée au gré des évolutions géopolitiques, faisant ainsi écho à la célèbre citation de l'un de ses fondateurs, Jean Monnet: "L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises"<sup>10</sup>. En effet, la création de nouveaux Etats à la suite de la

---

<sup>6</sup> Westlake Martin, "Introduction: the European Union's New Foreign Policy", p.1-23, *The European Union's new foreign policy*, Palgrave MacMillan, 2020

[https://www.researchgate.net/publication/343269182\\_Introduction\\_The\\_European\\_Union%27s\\_New\\_Foreign\\_Policy](https://www.researchgate.net/publication/343269182_Introduction_The_European_Union%27s_New_Foreign_Policy)

<sup>7</sup> "Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité", EUR-Lex <https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/glossary/high-representative-of-the-union-for-foreign-affairs-and-security-policy.html>

<sup>8</sup> Ibid.

<sup>9</sup> "Le rôle du président", consilium.europa.eu <https://www.consilium.europa.eu/fr/european-council/president/role/>

<sup>10</sup> Snégaroff Thomas, " 'L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises', Jean Monnet", franceinfo, 27/06/2016

chute de l'URSS a par exemple renforcé la nécessité d'établir un voisinage stable; la guerre en Ukraine, se déroulant aux portes de l'Union, a considérablement accru la visibilité de Josep Borrell. De plus, le statut de candidat à l'adhésion de Kyiv a renforcé la nécessité d'un soutien européen à son égard, incitant les Vingt-Sept à maintenir une politique étrangère active.

Outre les tentatives de contrôle de l'exécutif, le Parlement exerce son influence à travers l'activité de ses membres, un dynamisme que j'ai pu clairement entrevoir durant mon stage. Lors des sessions plénières, le parlement est un réel forum institutionnel durant lequel les députés mettent en lumière certains enjeux: la diffusion en ligne des débats, ainsi que l'activité de certains élus sur les réseaux sociaux permettent aussi d'attirer l'attention sur ces sujets. De ce fait, à travers la préparation de rapports, les commissions participent grandement à l'accroissement de l'influence du parlement. En effet, ces dernières organisent des réunions avec des membres de la société civile et les gouvernements nationaux des pays tiers - lors de législature de 2014 à 2019<sup>11</sup>, 293 échanges de points de vue furent organisés par AFET, dont 39 avec des Ministres des Affaires étrangères -, et des déplacements à l'étranger sont également organisés - particulièrement sollicités lors de la rédaction de rapports. La promotion de la démocratie parmi ses partenaires est l'un de ses enjeux clefs, en particulier avec les Etats candidats: des missions d'observation électorale sont menées et le prix Sakharov, créé par le Parlement afin de soutenir le respect des droits humains, est décerné chaque année à des personnalités. Un rôle accru du Parlement dans la politique étrangère européenne reconnu par le chef de la diplomatie de l'UE qui a déclaré, en 2019, lors de son audition auprès d'AFET: *"I fully recognize the vital contribution of the European Parliament in shaping European foreign policy and the added value of parliamentary diplomacy, as you did in Ukraine"*<sup>12</sup>. En effet, à la suite de l'Euromaidan et de l'annexion de la Crimée, un consensus s'est opéré auprès des députés afin de soutenir l'Ukraine. Ceux-ci ont ainsi vivement soutenu des législations renforçant le partenariat avec Kyiv, et les canaux de communication avec leurs homologues ukrainiens ont été multipliés. J'ai eu par ailleurs l'opportunité d'assister à une réunion au sujet de la "facilité pour l'Ukraine" - un instrument lui accordant des prêts et subventions pour sa reconstruction, dont la mise en œuvre débiterait dès janvier 2024 pour quatre ans -, durant laquelle des membres de la Rada étaient présents.

Ainsi, au sein de la commission des affaires étrangères, j'ai assisté ma tutrice qui est chargée de mener un travail de recherche sur les Etats membres du Partenariat oriental et les pays d'Asie centrale. Afin d'être administratrice, elle a dû passer le concours EPSO (European Personnel Selection Office): contrairement au Quai d'Orsay, les épreuves valorisent plutôt les compétences que les connaissances - calculs, compréhension écrite, raisonnement logique... Cependant, j'ai été assez étonnée de constater que son profil n'était pas lié aux relations internationales: en effet, elle avait en premier lieu intégré l'institution en tant que traductrice; elle s'était orientée par la suite vers ce poste car elle parle couramment le

---

[https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/histoires-d-info/l-europe-se-fera-dans-les-crisis-et-elle-sera-la-somme-des-solutions-apportees-a-ces-crisis-jean-monnet\\_1786093.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/histoires-d-info/l-europe-se-fera-dans-les-crisis-et-elle-sera-la-somme-des-solutions-apportees-a-ces-crisis-jean-monnet_1786093.html)

<sup>11</sup> Ibid.

<sup>12</sup> Ibid.

russe. Une observation qui s'est réitérée en échangeant avec les autres administrateurs de la commission: certains couvraient des aires ou des domaines qui n'étaient pas liés, et n'avaient parfois pas d'expertise à ce sujet. Un des administrateurs m'a affirmé que cela ne le dérangeait pas de travailler sur des aires moins familières car cela lui permettait de sortir de sa zone de confort. Au contraire, lors de mon précédent stage au sein de la chancellerie de l'Ambassade de France à Moscou, j'avais plutôt constaté que les diplomates travaillaient sur des zones en cohérence avec leur profil.

Dès mon premier jour de stage, j'ai pu découvrir à quel point les relations avec les sociétés civiles des pays tiers et le Parlement européen étaient étroites: en effet, j'ai eu l'opportunité de rencontrer la délégation biélorusse, menée par Svetlana Tikhanovskaïa, lors d'une réunion. Une réunion d'autant plus importante que les autorités de Minsk ont suspendu depuis deux ans leur participation au sein du Partenariat oriental, dénonçant une "approche politisée"<sup>13</sup>. Ils ont de plus affirmé qu'ils ne pouvaient "remplir nos obligations au titre de cet accord dans le contexte des sanctions et des restrictions imposées par l'UE". En effet, les relations bilatérales se sont fortement dégradées depuis la crise politique de l'été 2020 et la participation du Bélarus à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. J'ai de plus pu assister à une conférence sur la torture au sein de la Mission du Bélarus Démocratique: inaugurée en mars 2023<sup>14</sup>, elle a été fondée afin d'obtenir un soutien approfondi de l'Union européenne et des États avoisinants la Belgique, et d'améliorer la visibilité internationale des opposants politiques. Vladzimir Astapenak est à sa tête: ancien ambassadeur, il a démissionné de ses fonctions, refusant d'œuvrer davantage en faveur du régime. En effet, le renforcement autoritaire opéré par Alexandre Loukachenko depuis les élections présidentielles a muselé d'un cran toute tentative d'opposition<sup>15</sup>. La mission est ainsi un espace sûr dans lequel la diaspora peut librement s'exprimer sur des sujets politiques et organiser des événements promouvant la culture biélorusse - depuis les manifestations de 2020, elle est associée à des mouvements dissidents par les autorités en place. J'ai ainsi pu entendre les témoignages de victimes et de militants. En maintenant coûte que coûte le contact avec la société civile biélorusse, les députés démontrent ainsi leur attachement au respect des droits humains et leur soutien envers les citoyens de cet Etat. Ces différentes expériences m'ont apporté de la matière pour mon travail de recherche sur le Bélarus en vue d'un futur rapport qui sera voté lors d'une réunion de commission en juillet.

Les échanges avec la société civile - experts, journalistes, opposants politiques et membres d'association - sont demandés par les députés et peuvent être organisés durant la semaine des réunions de commission, qui se tiennent une fois par mois durant cinq jours

---

<sup>13</sup> Brzozowski Alexandra, "Retrait du Belarus du partenariat oriental: un 'autre pas en arrière' pour l'UE", *Euractiv*, 29/06/2021  
<https://www.euractiv.fr/section/l-europe-dans-le-monde/news/eu-reproves-belarus-walkout-from-the-eastern-partnership/>

<sup>14</sup> Site de la Mission of Democratic Belarus <https://freebelarus.eu/>

<sup>15</sup> Usov Pavel, "From authoritarianism to neo-totalitarianism in Belarus", p.33-57, *Politics and security of Central and Eastern Europe*, Springer, 2023  
file:///C:/localdata/smboussa/Downloads/978-3-031-16419-4.pdf

maximum, ou en dehors. Ce sont les réunions que j'ai le plus apprécié car je pouvais bénéficier de l'expertise de spécialistes: en ligne ou en présentiel, ils disposent d'une quinzaine de minutes pour faire leur exposé. La réunion que j'ai préféré portait sur la reconstruction de l'Ukraine, durant lequel j'ai rédigé un compte-rendu : le panel était composé de spécialistes et de membres d'association qui ont partagé leurs estimations quant au coût et à l'ampleur de la tâche, et ont recommandé certaines stratégies à employer. Bien qu'il soit, à l'heure où j'écris ces lignes, impossible de déterminer l'issue du conflit, les grandes puissances se préparent toutefois à l'après, tant les enjeux politiques et économiques sont importants. En effet, si Kyiv remporte la guerre, il est dans l'intérêt de l'Union européenne d'avoir une Ukraine, de par sa taille et ses ressources, stable et prospère, celle-ci ayant récemment obtenu le statut de candidat à l'adhésion. Cependant, tous les échanges n'ont pas bénéficié du même degré d'attention de la part des députés, alors que ceux-ci sont à l'origine des études produites par les spécialistes. En effet, j'ai eu la chance d'assister à des présentations qui ne concernaient pas ma zone géographique - le détroit de Taiwan, les relations bilatérales avec l'Afghanistan ou encore avec l'Union africaine -, et certains hémicycles brillaient par l'absence d'un bon nombre de députés. Un fait désolant car l'expertise des intervenants - qui font le déplacement -, leur permet d'affiner leur examen des projets de loi et de proposer des amendements bien plus pertinents. De plus, les députés ont la possibilité de leur demander quelques éclaircissements au sujet de certains points, ou d'exprimer leur opinion. Des chevauchements d'agenda sont alors évoqués, mais il était aisé de constater que certains sujets attiraient plus l'attention que d'autres.

Ainsi, grâce à cette expérience, j'ai pu, à mon échelle, participer à l'élaboration de rapports concernant la politique étrangère de l'Union européenne. En effet, j'ai fait des recherches sur le Bélarus et l'Ouzbékistan: assister au vote des amendements furent des moments gratifiants car j'ai pu constater le fruit de mon travail - même si j'étais une petite fourmi dans une grande fourmilière. De plus, cela m'a permis d'approfondir mes connaissances sur ces deux pays et d'être au fait de leur actualité car j'ai dû couvrir de nombreux domaines à leur sujet - économie, droits humains, politique étrangère et intérieure... Pour le président de la commission, j'ai rédigé des comptes-rendus de réunions ainsi qu'une note d'information (*briefing note*) sur le Tadjikistan. Ces notes d'information comportent des notes d'allocution (*speaking points*), des faits d'actualité récents, des éléments d'information généraux sur le pays concerné ainsi que le curriculum vitae de l'interlocuteur du président. Celles-ci sont alors rédigées en vue d'une rencontre entre David McAllister et le représentant d'un Etat tiers. Dans mon cas, le président était sur le point d'échanger avec Sirojiddin Muhridin, Ministre des affaires étrangères tadjik. Le véritable défi a été de rédiger les notes d'allocution car c'était la première fois que j'effectuais cet exercice: je ne savais pas comment le président devait s'adresser au ministre; de par sa position et l'importance de la rencontre, j'avais conscience qu'il fallait que je fasse attention à la formulation de mes propos et que je fasse preuve de diplomatie. Il fallait par exemple faire des recommandations, exprimer un désaccord ou défendre une position sans heurter l'hôte ou faire preuve de paternalisme. Cependant, ma tutrice m'a été d'une grande aide en me transmettant le modèle d'une note d'information et en répondant à mes questions. A l'occasion, en juin, d'une rencontre entre Roberta Metsola et son homologue portugais, Augusto Ernesto Santos Silva, j'ai participé à l'élaboration d'une note d'information sur les

relations bilatérales entre la Russie et l'Union européenne: à travers mon travail de recherche - notamment en récoltant les différentes résolutions du Parlement depuis le début du conflit -, j'ai ainsi pu mieux appréhender la stratégie des Vingt-Sept vis-à-vis de la Fédération.

Enfin, j'ai eu l'opportunité d'échanger directement avec certains élus sur des questions de politique étrangère. En effet, en juin, lors d'une visite des institutions européennes à Strasbourg organisée pour les stagiaires de la DG EXPO, nous avons pu rencontrer plusieurs députés et les interroger sur leurs missions pendant quelques heures. C'était une expérience enrichissante car d'ordinaire, nous ne les apercevons que de loin, lors des sessions de vote; seuls les stagiaires assistants peuvent les côtoyer. Nous avons pu écouter les témoignages d'un député spécialisé sur les relations bilatérales avec la Chine et avec David McAllister, qui était venu s'exprimer sur l'Ukraine. Cependant, j'ai été un peu déçue par ses propos car je pouvais sentir qu'il n'était pas un spécialiste de ce pays. Sa posture était ouvertement atlantiste et défendait la victoire de Kyiv ainsi que le soutien européen, sans pour autant approfondir certaines questions telles que les négociations avec la Russie ou les enjeux de réconciliation et d'intégration des populations du Donbass. Contrairement aux experts qui intervenaient lors de réunions, il n'hésitait pas à mobiliser les affects et à dénoncer ouvertement et de façon véhémement l'agression russe, souhaitant manifestement nous convaincre de la légitimité de sa posture.



David McAllister, le président de la commission des affaires étrangères, entouré par les stagiaires de la DG EXPO au Parlement européen à Strasbourg, le mardi 13 juin 2023. Source: archives personnelles.

## II) Le réémergence de la politique d'élargissement de l'Union européenne, conséquence de la guerre en Ukraine

### A) Le Partenariat oriental, un instrument de stabilisation du voisinage européen

Durant mon stage, j'ai pu constater les conséquences de la guerre en Ukraine sur les politiques européennes: les Vingt-Sept souhaitent exploiter cette "fenêtre d'opportunité" géopolitique pour renforcer leurs liens avec les anciens États soviétiques.

Signe d'un regain d'intérêt de l'Union européenne envers l'Asie centrale, en octobre dernier, une première rencontre de haut niveau s'est déroulée à Astana entre le président du Conseil européen et les cinq chefs d'Etats de la région<sup>16</sup>. J'ai ainsi assisté à un échange de points de vue avec les ambassadeurs ouzbek et tadjik, durant lesquels les députés ont souligné leur volonté d'accroître leur coopération avec ces deux nations. En effet, depuis 2022<sup>17</sup>, les Etats centrasiatiques encouragent les relations bilatérales avec les Vingt-Sept, initiant par exemple des rencontres avec les représentants européens: une diplomatie d'équilibre qui leur permet de réduire leur dépendance vis-à-vis des grandes puissances environnantes. De son côté, l'Union européenne promeut une approche régionale centrée sur trois priorités: la résilience, la prospérité et la coopération régionale. Avant l'établissement de cette nouvelle stratégie en 2019<sup>18</sup>, la liste des objectifs était plus importante, réduisant ainsi le degré d'efficacité de la coopération. De plus, la région est d'autant plus stratégique pour l'UE qu'elle regorge de ressources naturelles: une alternative à la dépendance énergétique européenne envers la Russie. En effet, en 2022, lors d'un déplacement à Samarcande, Josep Borrell avait alors déclaré: "*connectivity is going to be the key word for the future*"<sup>19</sup>.

Cependant, en raison du contexte géopolitique européen, mes missions ont été principalement tournées vers les enjeux du Partenariat oriental. En effet, la guerre en Ukraine a remis à l'ordre du jour les politiques d'élargissement de l'Union européenne: les Etats des Balkans, ainsi que la Turquie, sont depuis de nombreuses années candidats à l'adhésion, sans réelles évolutions. Or, la menace russe a incité les Vingt-Sept à inclure la Moldavie et l'Ukraine dans le processus en juin 2022, proposant en parallèle à la Géorgie une

---

<sup>16</sup> "Visite du président Michel en Asie centrale", consilium.eu, 28/10/2022  
<https://www.consilium.europa.eu/fr/european-council/president/news/2022/10/28/20221028-pec-visits-central-asia/>

<sup>17</sup> Matveeva Anna, "A new opening for EU-Central Asia relations?", Carnegie Endowment for International Peace, 13/04/2023  
<https://carnegieeurope.eu/2023/04/13/new-opening-for-eu-central-asia-relations-pub-89454>

<sup>18</sup> Commission européenne, Haut-représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, "Joint communication to the European Parliament and the Council: The EU and Central Asia: New opportunities for a stronger partnership", 2019  
[https://www.eas.europa.eu/sites/default/files/joint\\_communication\\_-\\_the\\_eu\\_and\\_central\\_asia\\_-\\_new\\_opportunities\\_for\\_a\\_stronger\\_partnership.pdf](https://www.eas.europa.eu/sites/default/files/joint_communication_-_the_eu_and_central_asia_-_new_opportunities_for_a_stronger_partnership.pdf)

<sup>19</sup> Ibid.

“perspective européenne”<sup>20</sup>. De ce fait, j’ai écrit des comptes-rendus sur plusieurs échanges de points de vue à ce sujet présidés par Gert Jan Koopman, directeur général de la Politique européenne de voisinage et négociations d’élargissements (DG NEAR) de la Commission et Olivér Várhelyi, commissionnaire de cette même DG. Ceux-ci ont manifesté leur volonté d’accroître leur coopération avec l’Ukraine et la Moldavie, et d’améliorer l’approche effectuée envers les Balkans occidentaux. Contrairement aux deux premiers, ces derniers ont suscité un certain scepticisme de la part des députés, en particulier la Serbie en raison de sa proximité avec la Russie.

L’article 8 du Traité de Maastricht dispose que: “L’Union développe avec les pays de son voisinage des relations privilégiées, en vue d’établir un espace de prospérité et de bon voisinage, fondé sur les valeurs de l’Union et caractérisé par des relations étroites et pacifiques reposant sur la coopération.”<sup>21</sup> Ainsi, dès la chute de l’URSS, celle-ci a développé des accords d’association avec les anciennes républiques soviétiques l’entourant: des accords de partenariat et de coopération (APC), complétés par la suite par le programme technique d’assistance technique TACIS, valides de 1991 à 2000<sup>22</sup>, ont été signés. En 2003, la Politique européenne de voisinage (PEV)<sup>23</sup> a été lancée: celle-ci englobait seize pays, dont certains États du Moyen-Orient et les actuels membres du Partenariat oriental. En s’appuyant sur les droits fondamentaux, la PEV a pour principaux objectifs de stabiliser l’entourage de l’Europe. L’Union pour la Méditerranée et le Partenariat oriental, deux initiatives de coopération régionale ont par la suite été développées. Cette dernière a été lancée en 2009, dans un contexte marqué par de fortes tensions avec la Russie, en raison de la guerre en Géorgie et du conflit gazier avec l’Ukraine. Il est composé de l’Ukraine, la Moldavie, l’Azerbaïdjan, l’Arménie, la Géorgie et, jusqu’en 2020, du Bélarus. Les objectifs de ce partenariat ne concernent pas une future adhésion au sein de l’UE de ces membres, mais aspire plutôt à favoriser un partenariat politique et économique. À terme, les États membres devraient bénéficier d’un régime sans visa avec l’Union européenne, d’un accord de libre-échange et d’association politique. Cependant, cette finalité a provoqué des débats entre les Européens, certains arguant que le partenariat devrait au contraire favoriser une adhésion au sein de l’Union. De plus, celui-ci est considéré par la Russie comme étant un véritable rival dans ce qu’elle considère être sa zone d’influence: en 2013, les gouvernements arménien et ukrainien ont refusé de signer l’accord d’association, de peur de froisser le Kremlin.

---

<sup>20</sup> Drevet, Jean-François. « Quel avenir pour les pays du Partenariat oriental ? », *Futuribles*, vol. 454, no. 3, 2023, pp. 87-96.

<https://www.cairn.info/revue-futuribles-2023-3-page-87.htm>

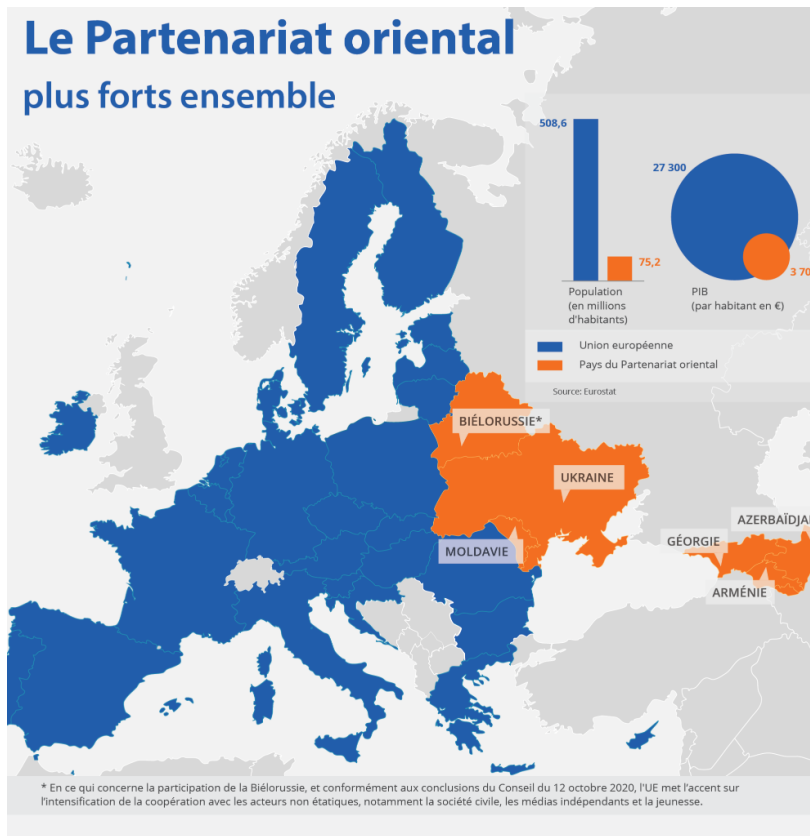
<sup>21</sup> Version consolidée du traité sur l’Union européenne

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A12016M%2FTXT>

<sup>22</sup> Ibid.

<sup>23</sup> “La politique européenne de voisinage”, [europarl.europa.eu](http://europarl.europa.eu)

<https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/170/la-politique-europeenne-de-voisinage>



Carte représentant les Etats membres du Partenariat oriental. Comme le précise l'astérisque, les relations avec le Bélarus se sont fortement dégradées et l'Union européenne favorise désormais les échanges avec la société civile. Source: consilium.eu

## B) La “perspective européenne” géorgienne

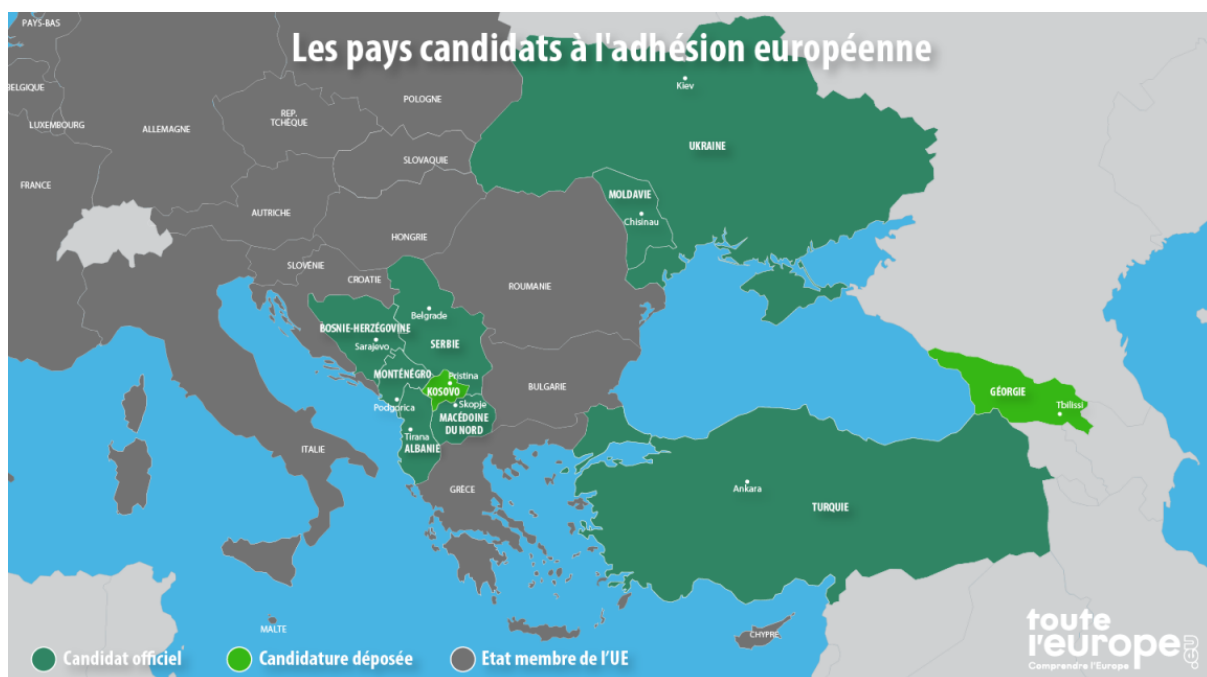
Bien que le Partenariat oriental n'inclut pas de perspectives d'intégration au sein de l'Union européenne, deux de ses membres ont reçu le statut de “candidat à l'adhésion”. En effet, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a poussé Kyiv à déposer sa candidature quatre jours après le début du conflit<sup>24</sup>; le 3 mars, la Moldavie et la Géorgie l'ont suivie. L'article 49 du Traité de Maastricht dispose que: “Tout État européen qui respecte les valeurs visées à l'article 2 et s'engage à les promouvoir peut demander à devenir membre de l'Union”<sup>25</sup>, sans réellement définir culturellement, géographiquement ou politiquement la notion “d'Etat européen”. Le respect de ces valeurs sont nécessaire car, comme le précise l'article 21 (1) du Traité: “l'action de l'Union sur la scène internationale repose sur les principes [...] et qu'elle

<sup>24</sup> “Politique d'élargissement de l'UE”, consilium.europa.eu  
<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/enlargement/moldova/>

<sup>25</sup> Version consolidée du traité sur l'Union européenne  
 TITRE VI - DISPOSITIONS FINALES  
 Article 49 (ex-article 49 TUE)  
<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A12016M049>

visé à promouvoir la démocratie, l'État de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international"<sup>26</sup>, car: "Ces valeurs sont communes aux Etats membres" (article 2). L'article 49 détaille la procédure: "Le Parlement européen et les parlements nationaux sont informés de cette demande. L'État demandeur adresse sa demande au Conseil, lequel se prononce à l'unanimité après avoir consulté la Commission et après approbation du Parlement européen qui se prononce à la majorité des membres qui le composent. Les critères d'éligibilité approuvés par le Conseil européen sont pris en compte."

De ce fait, le 17 juin, la Commission a rendu son avis sur les demandes d'adhésion: sa présidente avait ainsi déclaré: "La Commission recommande au Conseil, premièrement, de donner à l'Ukraine une perspective européenne et, deuxièmement, de lui accorder le statut de candidat. Ceci, bien entendu, à condition que le pays procède à un certain nombre de réformes importantes"<sup>27</sup>. La Moldavie serait quant à elle: "sur une véritable voie pro-réforme, anti-corruption et européenne", tandis que la Géorgie doit encore: "remplir un certain nombre de conditions avant [d'obtenir] le statut de candidat". Six jours plus tard, le Conseil européen a suivi les recommandations de l'exécutif et a validé à l'unanimité la demande de l'Ukraine et de la Moldavie, leur permettant ainsi de rejoindre les six autres Etats officiellement candidats - l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et la Turquie. Un statut qui a été refusé à la Géorgie.



<sup>26</sup> Ibid.

<sup>27</sup> Da Silva Lucas, "Élargissement de l'UE: pourquoi l'adhésion de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie sera longue", touteleurope.eu, 16/01/2023  
<https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/elargissement-de-l-ue-pourquoi-l-adhesion-de-l-ukraine-de-la-georgie-et-de-la-moldavie-n-est-pas-pour-demain/>

Les pays candidats à l'adhésion européenne à ce jour. Source: touteurope.eu

En effet, afin de garantir la longévité de l'Union, ses membres se doivent de partager un ensemble de valeurs et une certaine stabilité économique; or, concernant la Géorgie, les Vingt-Sept ont considéré que celle-ci ne disposait pas des conditions suffisantes pour pouvoir lancer le processus d'intégration. Il est d'ailleurs d'usage que l'UE propose des conditions de pré-adhésion avant d'accorder des statuts de candidat: les cas de la Moldavie et de l'Ukraine sont alors inhabituels<sup>28</sup>. En effet, pourtant déjà candidats, la Moldavie doit remplir neuf prérequis, tandis que l'Ukraine, sept. A la fin de l'année, la Commission<sup>29</sup> publiera ses conclusions concernant ses critères: si ceux-ci sont atteints, des procédures de négociations seront lancées, avant qu'un traité d'adhésion ne soit signé, approuvé par tous les Etats membres. Le processus d'intégration repose ainsi sur une série de critères, dits les "critères de Copenhague"<sup>30</sup>, que les candidats doivent respecter afin d'intégrer l'Union:

- des institutions stables garantissant l'État de droit;
- une économie particulièrement résiliente et compétitive;
- l'incorporation du droit européen dans la législation nationale et le respect des objectifs politiques, économiques et monétaires de l'Union (l'acquis communautaire).

Selon sa situation, le pays candidat est assisté d'une aide technique et financière pour lancer son processus de réformes. Chaque année, le Conseil établit des conclusions sur leur état d'avancement: en décembre dernier, les ministres européens ont constaté des progrès<sup>31</sup> réalisés par la Moldavie, l'Ukraine et la Géorgie, et souhaiteraient les incorporer au sein du marché commun.

Au cours de mon stage, les rencontres entre députés européens et membres du gouvernement géorgien furent, à mon sens, les plus intéressantes car à la fin de l'année, les Vingt-Sept devront voter sur le possible octroi du statut de candidat à la Géorgie<sup>32</sup>, après que la Commission ait rendu son avis sur le respect de ses douze recommandations par Tbilissi. En effet, j'ai eu l'opportunité de découvrir les postures des différents acteurs: d'un côté, les autorités géorgiennes qui tentaient plutôt de convaincre les Etats membres de leur accorder le statut de candidat à l'adhésion; tandis que de l'autre, les membres de la fondation Open

---

<sup>28</sup> Wolczuk Katarzyna, "Overcoming EU accession challenges in Eastern Europe: avoiding purgatory", Carnegie Endowment for International Peace, 28/06/2023  
<https://carnegieeurope.eu/2023/06/28/overcoming-eu-accession-challenges-in-eastern-europe-avoiding-purgatory-pub-90039>

<sup>29</sup> Ibid.

<sup>30</sup> "Critères d'adhésion ("critères de Copenhague"), EUR-Lex  
[https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=LEGISSUM:accession\\_criteria\\_copenhague](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=LEGISSUM:accession_criteria_copenhague)

<sup>31</sup> "Politique d'élargissement de l'UE", consilium.europa.eu  
<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/enlargement/ukraine/>

<sup>32</sup> Genté Régis, "Géorgie: terrible dilemme pour l'Europe", Fondation Robert Schuman, Question d'Europe n°674, 19/06/2023  
<https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/questions-d-europe/qe-674-fr.pdf>

Society Georgia semblaient offrir une vision plus nuancée de la mise en oeuvre des recommandations. La fondation a pour ambition de promouvoir l'Etat de droit et de ce fait, lors d'une réunion, ses membres ont présenté leur étude<sup>33</sup> sur l'état d'avancement des priorités en Géorgie: ces derniers ont alors conclu que, entre janvier et avril 2023, sur les douze recommandations, seulement une seule aurait été totalement atteinte - adapter la législation nationale aux jugements de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). La lutte contre la corruption, les réformes électorales ou encore l'égalité des genres ne seraient encore que partiellement remplies, tandis que certains piliers fondamentaux d'un Etat démocratique tels que la liberté d'expression ou l'indépendance de la justice ne sont pas établis.

**THE TWELVE PRIORITIES**

*IN ITS OPINION ON GEORGIA'S APPLICATION, THE EUROPEAN COMMISSION RECOMMENDED THAT GEORGIA BE GRANTED CANDIDATE STATUS, ONCE IT HAS ADDRESSED A NUMBER OF KEY PRIORITIES. THESE INCLUDE:*

- 01 Address the issue of political polarisation, ensuring cooperation across political parties in the spirit of the April 19 agreement.
- 02 Guarantee the full functioning of all state institutions, strengthening their independent and effective accountability as well as their democratic oversight functions, and further improve the electoral framework.
- 03 Implement a transparent and effective judicial reform strategy and action plan based on a broad, inclusive and cross-party consultation process, ensuring a judiciary that is fully independent, accountable and impartial, and safeguarding the separation of powers.
- 04 Strengthen the independence of the Anti-Corruption Agency, in particular to address high-level corruption cases; equip the new Special Investigative Service and Personal Data Protection Service with resources commensurate to their mandates and ensure their independence.
- 05 Implement the commitment to "de-oligarchisation" by eliminating the excessive influence of vested interests in economic, political, and public life.
- 06 Strengthen the fight against organised crime, notably by ensuring rigorous investigations, prosecutions and a credible track record of prosecutions and convictions; guarantee accountability and oversight of law enforcement agencies.
- 07 Undertake stronger efforts to guarantee a free, professional, pluralistic and independent media environment, notably by ensuring that criminal procedures brought against media owners fulfil the highest legal standards, and by launching impartial, effective and timely investigations in cases of threats against the safety of journalists.
- 08 Move swiftly to strengthen the protection of human rights of vulnerable groups, including by bringing perpetrators and instigators of violence to justice more effectively.
- 09 Consolidate efforts to enhance gender equality and fight violence against women.
- 10 Ensure the involvement of civil society in decision-making processes at all levels.
- 11 Adopt legislation so that Georgian courts proactively take into account European Court of Human Rights judgments in their deliberations.
- 12 Ensure that an independent person is given preference in the process of nominating a new Public Defender (Ombudsperson) and that this process is conducted in a transparent manner; ensure the Office's effective institutional independence.

Les douze recommandations émises par la Commission pour la Géorgie. Source: Service européen pour l'action extérieure

En rencontrant par la suite les autorités géorgiennes, j'ai compris à quel point ces échanges avec la société civile étaient précieux pour les députés. En effet, ils leur permettent d'obtenir un état des lieux se rapprochant sans doute un peu plus de la réalité que celui décrit

<sup>33</sup> Open Society Georgia Foundation, *State of implementation of 12 priorities: EU candidacy check: 16 January - 30 April, 2023, 2023*  
<https://grass.org.ge/uploads/other/2023-05-16/1597.pdf>

par les autorités géorgiennes: les acteurs géorgiens avaient alors clairement adopté différentes stratégies à l'égard des Etats membres, certains souhaitant souligner à tout prix les progrès démocratiques effectués par leur pays, afin d'obtenir au plus vite le statut de candidat; tandis que d'autres mettaient plutôt en exergue les faiblesses de la mise en oeuvre afin qu'un contrôle plus strict soit établi envers les autorités. En effet, j'ai eu par la suite l'opportunité, à la fin du mois de mai, d'écouter le discours de la présidente Salomé Zourabichvili, alors en visite officielle à Bruxelles, lors d'une session plénière. Le fait que la cheffe d'Etat se déplace jusqu'en Belgique pour témoigner devant les députés démontre à quel point l'intégration européenne est un enjeu crucial pour les autorités géorgiennes. En effet, un amendement constitutionnel<sup>34</sup> adopté en 2018 dispose que: "les organes constitutionnels [géorgiens] prennent toutes les mesures dans le cadre de leurs compétences pour assurer la pleine intégration de la Géorgie dans l'Union européenne et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord"; de plus, la guerre en Ukraine a ravivé les craintes d'un déclenchement d'un nouveau conflit, de par la présence de troupes russes sur le territoire géorgien. De ce fait, dans son discours, la présidente a souligné les avantages sécuritaires d'une adhésion européenne: la Géorgie pourrait bénéficier de la protection de l'Union vis-à-vis de la Russie, tandis que l'influence géopolitique et l'indépendance énergétique des Vingt-Sept seraient renforcées par l'intégration d'un Etat situé dans une région aussi stratégique que le Caucase du Sud. Les traités de l'UE ne proposant aucune définition claire d'un Etat européen, Salomé Zourabichvili a alors pu mobiliser des éléments culturels afin de souligner la proximité entre les deux entités: histoire commune liée à l'empire romain, valeurs partagées défendant le respect des droits humains... De plus, elle a expressément appuyé le fait que les relations avec la Russie faisaient partie du passé, la Géorgie étant tournée vers un avenir européen. Bien que soutenue par le parti Rêve géorgien - qui possède actuellement la majorité des sièges au parlement -, lors des élections présidentielles de 2018, Salomé Zourabichvili a manifestement tenté de se détacher de ce dernier durant son discours. En effet, lors de son arrivée au pouvoir en 2012<sup>35</sup>, le parti a tout d'abord tenté de maintenir un équilibre entre intégration euratlantique et orientation vers la Russie, avant de se tourner ouvertement vers celle-ci: soutien de partis politiques pro-russes et de l'influence de la Fédération au sein de l'économie nationale, défense des discours du Kremlin... Signe de cette orientation marquée, un projet de loi a récemment failli être adopté mais rejeté par la suite après des mobilisations massives: en effet, il souhaitait "enregistrer des agents de l'étranger" et exigeait "la transparence de l'influence étrangère", faisant ainsi écho à la loi russe contre les "agents de l'étranger". De plus, le premier ministre, Irakli Garibashvili, a effectué plusieurs déclarations soutenant la position russe: la volonté ukrainienne d'intégrer l'OTAN serait à l'origine de l'invasion<sup>36</sup>, la Géorgie serait dans l'incapacité d'imposer des sanctions à la Russie car

---

<sup>34</sup> Ibid.

<sup>35</sup> Ibid.

<sup>36</sup> "Georgian PM blames Russian invasion 'partly' on Ukraine's NATO aspirations", *The Kyiv Independent*, 30/05/2023

<https://kyivindependent.com/georgian-pm-blames-russian-invasion-on-ukraines-nato-aspirations/>

celles-ci “dévasteraient”<sup>37</sup> l’économie nationale... Le Kremlin a, quant à lui, intensifié ses relations avec la Géorgie<sup>38</sup> depuis le début du conflit afin de faire obstacle à ses ambitions euratlantiques: début mai, Vladimir Poutine a par exemple annoncé la fin du bannissement des lignes directes entre les deux pays, et a mis fin au régime de visas, les deux régulations étant entrées en vigueur depuis 2019, lorsqu’un député russe s’était assis sur le siège du président de l’assemblée géorgienne, déclenchant ainsi des protestations populaires.

Enfin, la réunion interparlementaire avec la Délégation pour les relations avec le Caucase du Sud fut la plus marquante car j’ai pu saisir, durant toute une journée, les différentes stratégies des acteurs. Les délégations<sup>39</sup> couvrent plusieurs aires géographiques et, composées de députés, permettent au Parlement d’entretenir un lien étroit avec les pays tiers. La réunion fut présidée par une députée européenne - la présidente de la délégation, Marina Kaljurand -, et une députée géorgienne, Maka Botchorishvili, membre du parti Rêve géorgien. Signe de l’importance de la rencontre, des représentants de la Commission et du Service européen pour l’action extérieure, en charge des politiques d’élargissement, ainsi que le vice-ministre des affaires étrangères géorgien ou encore de l’économie étaient présents. De ce fait, de nombreux secteurs clefs ont été couverts afin de faire un état des lieux des relations bilatérales. La prise de note fut très intense du fait de la longueur de la réunion, mais celle-ci a été enrichissante, en particulier lorsque la question de la mise en œuvre des douze recommandations a été abordée. En effet, ce sujet a fait l’objet de fortes crispations et de vifs échanges entre députés européens et autorités géorgiennes, alors que les deux précédentes réunions auxquelles j’ai assisté avaient plutôt relevé d’un échange compréhensif (avec la société civile), ou d’une écoute attentive (avec la présidente géorgienne). En effet, la délégation géorgienne n’hésitait pas à exprimer son ressentiment vis-à-vis de l’octroi du statut de candidat à la Moldavie et à l’Ukraine, alors que la Géorgie faisait plutôt office ces dernières années de “bonne élève du Partenariat oriental”<sup>40</sup>, arguant que les priorités à atteindre étaient trop nombreuses et trop strictes. Ils ont de plus dénoncé une certaine hypocrisie de la part de l’Union européenne qui continuerait par exemple, à travers l’Inde, d’acheter du pétrole russe, ainsi qu’une supposée différence de traitement de la part des Occidentaux entre le conflit en Ukraine et en Géorgie. Hormis ces sujets de tensions, la stratégie effectuée précédemment par la présidente a été reprise par les membres du gouvernement - une culture commune européenne a été une nouvelle fois soulignée -, mais

<sup>37</sup> AFP, “Georgia leader says Russia sanctions would ‘devastate’ economy”, *The Moscow Times*, 24/05/2023  
<https://www.themoscowtimes.com/2023/05/24/russia-seizes-zelenskys-crimea-apartment-a81257>

<sup>38</sup> Atasuntsef Alexander, “How far will the thaw in Russia-Georgia relations extend?”, Carnegie Endowment for International Peace, 19/05/2023  
<https://carnegieendowment.org/politika/89796>

<sup>39</sup> “Les délégations du Parlement européen”, europarl.europa.eu  
<https://www.europarl.europa.eu/about-parliament/fr/organisation-and-rules/organisation/delegations>

<sup>40</sup> Dans un rapport d’information publié en 2018, le Sénat français avait salué l’entrée en vigueur de l’accord d’association et de libre-échange signé avec l’Union européenne, signe de ses bonnes relations avec cette dernière, et avait souligné les progrès effectués en termes de liberté d’expression et de procédures électorales. Source: Danesi René, Jourda Gisèle, *Rapport d’information fait au nom de la commission des affaires européennes (1) sur la Géorgie et le Partenariat oriental*, n°208, Sénat session ordinaire de 2018-2019  
<https://www.senat.fr/rap/r18-208/r18-2081.pdf>

cette fois-ci, l'orientation pro-russe a été justifiée par une “nécessité de survie”: ses troupes étant présentes sur son territoire, la Géorgie se doit alors de ménager son voisin, une diplomatie d'équilibre devenant ainsi inévitable. Cependant, ils ont affirmé qu'une intégration euratlantique leur permettrait de se détacher du giron de Moscou, ainsi protégée par ses alliés occidentaux. De leur côté, les représentants européens ont fustigé les récents propos du premier ministre géorgien, ainsi que l'orientation pro-russe générale du parti au pouvoir. De plus, ils ont déclaré que l'Union européenne faisait tout en son pouvoir pour que la Géorgie puisse l'intégrer: celle-ci pouvait l'accompagner dans ses réformes mais leur bonne conduite ne relevait, au final, que du bon vouloir des autorités locales.

## Conclusion

Ce stage a été une expérience professionnelle enrichissante car j'ai pu approfondir mes connaissances sur les relations bilatérales entre l'Union européenne et les Etats post-soviétiques. En effet, en assistant à divers réunions et en effectuant des recherches sur certains enjeux, j'ai découvert que le Parlement, grâce à ses liens étroits avec les Etats tiers, était un véritablement instrument permettant aux Vingt-Sept de développer une politique étrangère commune et d'accroître l'influence de l'Union sur la scène internationale. Comme l'a démontré la récente Conférence sur l'avenir de l'Europe qui s'est tenue en mai dernier<sup>41</sup>, le Parlement tente encore d'accroître ses prérogatives en termes de budget et d'initiative parlementaire, défendant de plus des compétences communes plus poussées dans des domaines stratégiques telle que la défense. J'ai également découvert que le conflit avait réactivé la politique d'élargissement de l'UE: procédure stagnante durant plusieurs années pour la Turquie et les Etats des Balkans, le dépôt des candidatures géorgienne, ukrainienne et moldave en juin dernier a impulsé un nouveau souffle à cette ambition. En effet, selon un sondage Eurobaromètre publié en février 2023<sup>42</sup>, 52% des citoyens des Etats membres interrogés étaient en faveur de l'élargissement, un résultat en hausse: il y a quatre ans, celui-ci s'élevait à 45%. Bien que la consolidation de la stabilité soit un objectif important pour les Balkans - notamment en raison des tensions qui persistent malgré la fin des guerres de l'ex-Yougoslavie -, la protection de l'Ukraine, la Moldavie et de la Géorgie vis-à-vis de la Russie est l'une des raisons principales motivant l'adhésion. En effet, leurs candidatures ont été déposées dans la foulée de l'invasion; lors des échanges de points de vue ou réunions

---

<sup>41</sup> Lehne Stefan, “Does the EU need treaty change?”, Carnegie Endowment for International Peace, 16/06/2022 <https://carnegieeurope.eu/2022/06/16/does-eu-need-treaty-change-pub-87330>

<sup>42</sup> Dempsey Judy, “Judy asks: is the EU ready for further enlargement?”, Carnegie Endowment for International Peace, 04/05/2023 <https://carnegieeurope.eu/strategieurope/89678>

interparlementaires, les membres du gouvernement géorgien ont particulièrement souligné cet aspect sécuritaire.

Cependant, les désaccords entre les représentants géorgiens et les députés européens entourant la mise en œuvre des douze priorités de la Commission m'ont permis d'entreapercevoir les différents obstacles liés à la politique d'élargissement. En effet, outre la situation interne, des acteurs extérieurs- dans ce cas, la Russie -, peuvent interférer. Concernant l'Ukraine, la fin du conflit est une étape nécessaire au bon déroulement de la procédure. De ce fait, certains spécialistes craignent que les deux nouveaux Etats candidats ne tombent à leur tour dans un "purgatoire"<sup>43</sup>, la procédure risquant de traîner en longueur: la chercheuse Kataryna Wolczuk<sup>44</sup> argue que pour certains pays membres, l'octroi du statut de candidat n'aurait été qu'un "geste de solidarité symbolique" face à la menace russe; d'autres, dans un souci d'équité envers les Balkans, voudraient que la procédure soit plus ou moins longue, afin d'éviter d'attiser tout ressentiment de leur part. Un manque de volonté politique qui pourrait en effet ralentir le processus: cela fut le cas pour les Balkans, couplée par une certaine lourdeur technocratique liée à l'intégration des acquis communautaires. De ce fait, des alternatives ont été récemment proposées afin d'améliorer l'efficacité de la procédure: la chercheuse Judy Dempsey<sup>45</sup> plaide par exemple pour une intégration sectorielle - telle que l'énergie ou la transition digitale -, qui pourrait apporter des avantages économiques à toutes les parties sans risquer d'établir des critères trop exigeants et d'attiser des rancœurs. De plus, lors de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, le Parlement a suggéré que les négociations concernant l'adhésion soient votées à la majorité qualifiée au lieu de l'unanimité afin de réduire les risques de blocages.

De plus, cette expérience m'a permis d'affiner mes ambitions professionnelles. En effet, plusieurs événements ont été organisés pour nous orienter. Tout d'abord, les stagiaires Schuman ont la possibilité de passer l'équivalent du concours CAST pour les agents contractuels de l'UE: contrairement à ce dernier, le "Schuman test" n'est pas destiné à toutes les institutions européennes et ne permet que de décrocher un emploi au Parlement. Ces épreuves contiennent un test de connaissances sur l'Union, une compréhension écrite et verbale, ainsi qu'une épreuve de calculs. Le seul point négatif a été le partage tardif de cette information, ce qui m'a empêché de bien me préparer; cependant, malgré mon échec, j'ai eu l'opportunité de pouvoir appréhender un concours de l'Union européenne - ce qui est un avantage considérable offert par ce stage -, et je souhaiterais désormais réitérer cette expérience. J'ai pu de plus bénéficier d'un atelier préparant aux entretiens d'embauche, des conseils d'un des organisateurs des tests EPSO et d'assistants parlementaires lors de réunions, ou encore participé à un salon professionnel organisé au sein d'un des bâtiments de la Commission, durant lequel j'ai pu rencontrer des membres d'ONG, d'instituts de recherche et d'entreprises de consulting. Le réseau professionnel est de ce fait crucial: en échangeant par exemple avec ma tutrice ou une ancienne stagiaire devenue administratrice, j'ai pu

---

<sup>43</sup> Ibid.

<sup>44</sup> Ibid.

<sup>45</sup> Ibid.

acquérir davantage d'informations concernant les débouchés professionnels, des informations qui ne sont pas forcément disponibles sur Internet.

Ce stage a été un véritable tremplin car il permet d'intégrer plus facilement les institutions européennes, bien que la compétition soit rude. J'ai cependant préféré mon expérience diplomatique au sein de l'Ambassade française car les diplomates sont en contact direct avec leurs interlocuteurs, tandis que les administrateurs effectuent un travail dans l'ombre des députés. En effet, ils organisent leur déplacement à l'étranger - une fois sur place, ils s'assurent du bon déroulement du programme -, et prennent des notes durant les réunions, tandis que les élus s'adressent directement aux membres des délégations. De plus, les consignes de rédaction sont plus strictes que les notes diplomatiques qui sont, de leur côté, plus approfondies: les paragraphes sont plus concis et le vocabulaire plus précis car nos productions reflètent la posture du Parlement - par exemple, il ne faut pas simplement dire "guerre en Ukraine" mais "invasion illégale de l'Ukraine par la Russie". Les missions que j'ai effectuées étaient plus fastidieuses (le tri d'amendement restera profondément gravé dans ma mémoire). Cependant, je souhaiterais tout de même tenter les concours de l'UE ainsi que ceux du Quai d'Orsay car cette expérience a été très positive. En effet, j'ai eu l'opportunité d'en apprendre davantage sur la politique étrangère de l'Union européenne et les enjeux de l'espace post-soviétique. Le Parlement est une institution très dynamique: j'ai pu assister à des réunions entre des délégations étrangères et des acteurs clefs européens sur divers sujets, parfois éloignés de ma spécialisation; de nombreux événements culturels sont organisés, tels que le Prix LUX du public, qui m'a permis de visionner gratuitement plusieurs films européens en compétition, ou un défilé de mode dénonçant l'exploitation humaine dans l'industrie textile. Enfin, j'ai particulièrement apprécié le fait d'évoluer dans un environnement international: DG EXPO accueille de nombreux stagiaires et de ce fait, j'ai eu la chance de rencontrer des personnes originaires de toute l'Europe et de pays tiers. Grâce aux événements organisés - séjour à Strasbourg, afterworks ou encore bal de fin de stage -, j'ai pu tisser des liens forts avec certains.

## **Bibliographie:**

### Articles académiques:

Massart-Piérard, Françoise. « Le Parlement européen : l'irrésistible mouvement de conquête des pouvoirs », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, no. 4, 2009, pp. 545-557.

<https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2009-4-page-545.htm>

GOINARD Myriam, “The growing role of the European Parliament as an EU foreign policy actor” Dans *The European Union’s new foreign policy*, Palgrave Macmillan, 2020, p.107-125  
file:///C:/localdata/smboussa/Downloads/978-3-030-48317-3%20(3).pdf

Westlake Martin, “Introduction: the European Union’s New Foreign Policy”, p.1-23, *The European Union’s new foreign policy*, Palgrave MacMillan, 2020

[https://www.researchgate.net/publication/343269182\\_Introduction\\_The\\_European\\_Union%27s\\_New\\_Foreign\\_Policy](https://www.researchgate.net/publication/343269182_Introduction_The_European_Union%27s_New_Foreign_Policy)

Usov Pavel, “From authoritarianism to neo-totalitarianism in Belarus”, p.33-57, *Politics and security of Central and Eastern Europe*, Springer, 2023

file:///C:/localdata/smboussa/Downloads/978-3-031-16419-4.pdf

Matveeva Anna, “A new opening for EU-Central Asia relations?”, Carnegie Endowment for International Peace, 13/04/2023

<https://carnegieeurope.eu/2023/04/13/new-opening-for-eu-central-asia-relations-pub-89454>

Drevet, Jean-François. « Quel avenir pour les pays du Partenariat oriental ? », *Futuribles*, vol. 454, no. 3, 2023, pp. 87-96.

<https://www.cairn.info/revue-futuribles-2023-3-page-87.htm>

Wolczuk Kataryna, “Overcoming EU accession challenges in Eastern Europe: avoiding purgatory”, Carnegie Endowment for International Peace, 28/06/2023

<https://carnegieeurope.eu/2023/06/28/overcoming-eu-accession-challenges-in-eastern-europe-avoiding-purgatory-pub-90039>

Genté Régis, “Géorgie: terrible dilemme pour l’Europe”, Fondation Robert Schuman, Question d’Europe n°674, 19/06/2023

<https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/questions-d-europe/qe-674-fr.pdf>

Open Society Georgia Foundation, *State of implementation of 12 priorities: EU candidacy check: 16 January - 30 April, 2023*, 2023

<https://grass.org.ge/uploads/other/2023-05-16/1597.pdf>

Atasuntsef Alexander, “How far will the thaw in Russia-Georgia relations extend?”, Carnegie Endowment for International Peace, 19/05/2023  
<https://carnegieendowment.org/politika/89796>

Danesi René, Jourda Gisèle, *Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires européennes (1) sur la Géorgie et le Partenariat oriental*, n°208, Sénat session ordinaire de 2018-2019  
<https://www.senat.fr/rap/r18-208/r18-2081.pdf>

Lehne Stefan, “Does the EU need treaty change?”, Carnegie Endowment for International Peace, 16/06/2022  
<https://carnegieeurope.eu/2022/06/16/does-eu-need-treaty-change-pub-87330>

Dempsey Judy, “Judy asks: is the EU ready for further enlargement?”, Carnegie Endowment for International Peace, 04/05/2023  
<https://carnegieeurope.eu/strategieurope/89678>

Sites des institutions européennes:

“Vue d'ensemble: procédure législative ordinaire”, europarl.europa.eu  
<https://www.europarl.europa.eu/olp/fr/ordinary-legislative-procedure/overview>

Le processus décisionnel européen. Source: touteurope.eu  
<https://www.touteurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/le-processus-de-decision-europeen-en-3-minutes/>

“A quick look at Parliamentary committees”, Parlement européen  
<https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/236967/About-committees-booklet-EN.pdf>

“Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité”, EUR-Lex  
<https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/glossary/high-representative-of-the-union-for-foreign-affairs-and-security-policy.html>

Le rôle du président”, consilium.europa.eu  
<https://www.consilium.europa.eu/fr/european-council/president/role/>

“Visite du président Michel en Asie centrale”, consilium.eu, 28/10/2022  
<https://www.consilium.europa.eu/fr/european-council/president/news/2022/10/28/20221028-pec-visits-central-asia/>

Commission européenne, Haut-représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, “Joint communication to the European Parliament and the Council: The EU and Central Asia: New opportunities for a stronger partnership”, 2019  
[https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/joint\\_communication\\_-\\_the\\_eu\\_and\\_central\\_asia\\_-\\_new\\_opportunities\\_for\\_a\\_stronger\\_partnership.pdf](https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/joint_communication_-_the_eu_and_central_asia_-_new_opportunities_for_a_stronger_partnership.pdf)

La politique européenne de voisinage”, europarl.europa.eu  
<https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/170/la-politique-europeenne-de-voisinage>

“Politique d’élargissement de l’UE”, consilium.europa.eu  
<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/enlargement/moldova/>

Da Silva Lucas, “Élargissement de l’UE: pourquoi l’adhésion de l’Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie sera longue”, touteurope.eu, 16/01/2023  
<https://www.touteurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/elargissement-de-l-ue-pourquoi-l-adhesion-de-l-ukraine-de-la-georgie-et-de-la-moldavie-n-est-pas-pour-demain/>

“Critères d’adhésion (“critères de Copenhague”), EUR-Lex  
[https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=LEGISSUM:accession\\_criteria\\_copenhague](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=LEGISSUM:accession_criteria_copenhague)

“Les délégations du Parlement européen”, europarl.europa.eu  
<https://www.europarl.europa.eu/about-parliament/fr/organisation-and-rules/organisation/delegations>

#### Articles de loi de l’Union européenne:

TITRE V - DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À L’ACTION EXTÉRIEURE DE L’UNION ET DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES CONCERNANT LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE  
CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES CONCERNANT LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE  
SECTION 1 - DISPOSITIONS COMMUNES

Article 36 (ex-article 21 TUE)

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A12016M036>

Version consolidée du traité sur l’Union européenne

TITRE VI - DISPOSITIONS FINALES

Article 49 (ex-article 49 TUE)

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A12016M049>

Version consolidée du traité sur l’Union européenne

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A12016M%2FTXT>

#### Articles de presse:

Snégaroff Thomas, “ ‘L’Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises’, Jean Monnet”, franceinfo, 27/06/2016

[https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/histoires-d-info/l-europe-se-fera-dans-les-crises-et-elle-sera-la-somme-des-solutions-apportees-a-ces-crises-jean-monnet\\_1786093.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/histoires-d-info/l-europe-se-fera-dans-les-crises-et-elle-sera-la-somme-des-solutions-apportees-a-ces-crises-jean-monnet_1786093.html)

Brzozowski Alexandra, “Retrait du Belarus du partenariat oriental: un ‘autre pas en arrière’ pour l’UE”, *Euractiv*, 29/06/2021  
<https://www.euractiv.fr/section/l-europe-dans-le-monde/news/eu-reproves-belarus-walkout-from-the-eastern-partnership/>

“Georgian PM blames Russian invasion ‘partly’ on Ukraine’s NATO aspirations”, *The Kyiv Independent*, 30/05/2023  
<https://kyivindependent.com/georgian-pm-blames-russian-invasion-on-ukraines-nato-aspirations/>

FP, “Georgia leader says Russia sanctions would ‘devastate’ economy”, *The Moscow Times*, 24/05/2023  
<https://www.themoscowtimes.com/2023/05/24/russia-seizes-zelenskys-crimea-apartment-a81257>

Site de la Mission of Democratic Belarus

<https://freebelarus.eu/>